

Le dernier week-end de ce mois de mai sera l'occasion de voter aux scrutins régional, fédéral et européen. Sous les programmes et les promesses, la politique peut-elle apporter du sens face aux questions et attentes fondamentales des citoyens ? Est-elle capable de répondre à l'inquiétude de ceux qui ne savent pas où va notre société ? Six femmes et hommes politiques appartenant à autant de partis francophones différents se livrent.

Vanessa Matz - CDH

Députée fédérale, licenciée en droit, 46 ans, tête de liste fédérale à Liège.

— **On constate ce que l'on appelle une « perte de sens » ou le « déclin des valeurs qui peuvent fonder une coexistence ou un vivre-ensemble ». Comme femme engagée en politique, que répondez-vous par rapport à aux questions de sens que pose aujourd'hui une partie importante de la population ?**

— *Le sens ? C'est bien le problème qui doit préoccuper chaque personnage politique. Une fois que chacun aura redonné du sens à l'action politique, et surtout au bénéfice de la société, je pense qu'il y aura beaucoup moins de méfiance chez les gens. Je reprends le combat politique après deux ans de maladie. Ce temps m'a permis de réfléchir et de mesurer le décrochage du politique face aux grands enjeux situés au cœur de la société. C'est ce qui mine sa crédibilité et plus grave encore, sa légitimité. Il existe une sorte d'incapacité ou d'absence de volonté à vouloir traiter ces enjeux en accusant la mondialisation ou l'Europe... Cela donne l'impression que les enjeux leur échappent et qu'ils n'en ont plus la maîtrise. Ce qui crée une forme d'insécurité chez les gens ? Si eux ne savent pas le régler, qui va savoir le faire ? Le sens que pourrait donner la politique, ce serait de se raccrocher à ces enjeux-là, de les inscrire dans une vision sur le long terme, de pouvoir les expliquer avec pédagogie. Mais aussi avec courage, y compris celui d'assumer et de ne pas toujours aller où mène le vent. Une grosse faiblesse du politique est cette incapacité à se mettre à la place des gens. Le manque d'empathie est fort en politique. En France ou en Belgique, on le voit avec une forme de mépris à la naissance de mouvements citoyens, comme les gilets jaunes. Je ne cautionne pas les dérives de violences qu'il y a, mais le monde politique doit encore mieux apprendre à se mettre à la place de... Il faut donc plus de pédagogie, de courage et d'empathie.*

— **Et le long terme ?**

— *S'inscrire sur le long terme est une autre exigence. Nous donnons l'impression d'être toujours dans la réaction et la sur-réaction. L'immédiateté du moment tue vraiment le sens de la politique. Il faudrait que l'on soit davantage dans la proactivité, être un coup d'avance, et pouvoir dire ce qu'il risque de se passer. Sinon on subit l'immédiateté. Parce que si on est censé apporter une réponse à tout, on se sent obligé d'en apporter. Tel fait divers se produit et crée de l'émoi, on va demander au politique de renforcer la*

lourdeur des peines et de durcir les lois. Il n'y a plus ce recul nécessaire. Voilà sur quoi le politique a perdu pied.

— De quelles valeurs êtes-vous porteuse ?

— Faire de la politique, c'est aussi défendre des valeurs. La première qui me vient à l'esprit est le respect. Respect des différences, respect des générations, respect dans une attitude quotidienne lorsque l'on voit les petits actes de vandalisme, les petites agressions quotidiennes, le harcèlement des femmes en rue, le sexisme ambiant... "Tu es différent, je suis différent. Je te respecte, même si je ne pense pas la même chose que toi." Le respect de nos différences mutuelles construira une société plus juste. C'est sûrement la valeur la plus bafouée dans notre société.

Je crois à la fraternité. Et à la reconstruction du lien social qui s'est effiloché. Et pourtant quand vous écoutez les gens dans leur quotidien, c'est ce lien social qu'ils demandent le plus. Toute une série de personnes s'indignent quand on trouve une personne âgée décédée depuis plusieurs jours chez elle... et les gens sont indignés par le repli, l'égoïsme, tout ce qui crée les extrémismes. Ils veulent pouvoir sortir dans leur quartier et dire qu'ils ont pu compter sur un coup de mains... Quand un voisin vous vient en aide pour faire vos courses ou vous conduit à votre travail si votre voiture est en panne..., cela devient un héros ! C'est devenu un geste extraordinaire.

Heureusement, la solidarité s'organise encore dans les quartiers, au sein des associations, ... mais on sent bien que les gens en ont besoin.

On a poussé les gens à l'isolement, à la peur, à l'égoïsme à cause des crises à répétition, des révolutions auxquelles ils sont confrontés : climat, numérique, identités...

— La politique peut-elle répondre aux inquiétudes ?

— Comme ancienne mandataire locale à Aywaille, je sais que les citoyens ont tendance à d'abord s'inquiéter pour leur situation personnelle, négligeant l'intérêt général. Mais, au-delà de ce prisme individuel, on sent aujourd'hui que certains d'entre eux ont envie de dépasser leur propre cas. Dans les mobilisations pour le climat, les jeunes et les moins jeunes sont dans une perspective plus générale et à plus long terme. Répondre aux attentes est donc un défi. On parle énormément des inégalités, réelles ou ressenties, des difficultés pour se loger, de l'accès à l'emploi, du système scolaire qui reste relativement inégalitaire... Le politique doit tout de même pouvoir agir, sinon cela signifie que quelque chose ne fonctionne pas dans le système.

Pour moi, agir c'est davantage que simplement corriger ou réparer sans régler le fond des problèmes.

— Un des sens de la politique serait donc de faire plus que simplement corriger ?

— Face aux inégalités et au mouvement des gilets jaunes, par exemple, soit vous faites comme Macron et vous donnez quelques milliards pour essayer de faire retomber la pression de la rue ; soit vous traitez les problèmes en amont pour rendre le système moins inégalitaire. C'est un choix... Cela

suppose de comprendre le changement, de l'accompagner et de l'anticiper. Pour l'instant, le monde politique est plutôt dans la réaction en urgence que dans l'anticipation. Le problème est d'arriver à comprendre ce qui se passe : si on établit de bons constats, on peut aussi prendre les bonnes mesures. L'immédiateté dont je parlais nous fait passer à côté de l'essentiel. Elle est due à plusieurs choses : la proximité des élections qui oblige à des résultats ou la pression des réseaux sociaux qui font que l'info circule et qu'il faille sans arrêt répondre...

Il faut avoir un certain courage : pouvoir dire « ben non ! », parce qu'accéder à des demandes rapidement et avec dispersion n'est pas une solution ; pouvoir faire comprendre que des dossiers mettent du temps, ou bien ils ne vont pas nécessairement dans le sens attendu par l'opinion. Vivre en société implique des arbitrages. Si vous regardez les réseaux sociaux, vous pouvez en déduire que la majorité de l'opinion est raciste... C'est cela aussi le courage : pouvoir rappeler un certain nombre de principes. Ce serait plus facile de dire « vous avez raison, on doit être plus drastique sur les politiques d'immigration, on doit contrôler plus, punir plus, ... ».

— Une campagne électorale est-elle une période de non-sens ?

— Moi je mène ma campagne dans la continuité des dossiers que j'ai porté au Parlement : comme une taxe sur les Gaffa par exemple ou un pacte finances-climat, ... Je souhaite porter des dossiers plus englobant qui font sens. Dans une campagne électorale, on peut trouver du sens : se battre pour un projet, de tenir à des engagements. Trouver du sens se pose aussi au moment de la mise de ces projets sur la table de négociation des coalitions. Ce qui pourrait être vu comme du non-sens, c'est que c'est une période de violence inouïe, on ne pardonne rien du tout.

Anouk Vandevoorde - PTB

Institutrice, 29 ans, tête de liste régionale à Namur.

— **De plus en plus de citoyens s'interrogent sur le futur de leur vie et de la société. On constate ce que l'on appelle une « perte de sens » ou le « déclin des valeurs qui peuvent fonder une coexistence ou un vivre-ensemble ». Comme femme engagée en politique, que répondez-vous ?**

— *Dans les questions de sens que vous avez évoquées, je vois deux aspects : l'orientation que prend la société (le sens qu'on trouve ou ne trouve dans la société, les perspectives d'avenir) et le sens de la démocratie représentative telle qu'elle se vit aujourd'hui.*

Sur l'aspect sociétal, la direction vers laquelle on va, je fais le constat qu'il y a de plus en plus de gens, de mouvements sociaux, d'acteurs de la société : des jeunes dans la rue, les gilets jaunes, les syndicats et cette année, pour la première fois dans l'histoire de Belgique, une grève pour la journée des droits des femmes. On voit un très large spectre de gens qui expriment leur désaccord et leurs points de vue. C'est en partie lié au système dans lequel on vit, au système économique capitaliste qui se base sur la recherche effrénée du profit à tout prix et qui défend des valeurs telles que l'individualisme, la compétitivité, la concurrence, l'écrasement des autres. C'est le chacun pour soi ou « si tu ne t'en sors pas, c'est de ta faute ». On nous dit que l'homme est un homme loup pour l'homme, qu'il est par nature égoïste et que c'est la nature humaine. Je ne le pense pas du tout. C'est tout un système de valeurs qui nous pousse à cela. De là vient une partie du malaise actuel. Comment faire du commun, du vivre-ensemble, construire une collectivité dans un système qui nous oppose tout le temps, nous met en concurrence et pousse à l'individualisme. Je pense que les gens se reconnaissent de moins en moins là-dedans. Comme les travailleurs de Proximus qui ont perdu leur emploi alors que l'entreprise fait de gros bénéfices. Cela pose plein de questions sur le fonctionnement de notre société. En Belgique, le taux de pauvreté est énorme par rapport aux richesses produites. Bruxelles est la troisième région la plus riche d'Europe. Or, un enfant sur quatre vit dans la pauvreté. De plus en plus de gens, notamment les jeunes générations, prennent conscience que cela ne tourne pas rond. Ils ne sont pas d'accord avec cette orientation-là parce que d'un point de vue humain, c'est inacceptable et incompréhensible. Les partis traditionnels et la politique actuelle ne répondent pas vraiment à cela puisqu'elle ne remet pas vraiment et fondamentalement en cause ce système.

— **Et le système démocratique, a-t-il encore du sens pour vous ?**

— *Au niveau de la crise de la démocratie représentative, j'entends autour de moi que beaucoup de gens ne sont pas sûrs d'aller voter malgré le vote obligatoire. Au quoi cela sert-il ? C'est un sentiment qui est profond. D'une part, ils ne se sentent plus représentés par la caste politique telle*

qu'elle est aujourd'hui, par des politiciens qui ont des moyens et qui sont déconnectés d'une grande partie de la population. Même s'il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac. Ils n'ont pas toujours conscience des conséquences des décisions qu'ils prennent pour les travailleurs et pour la majorité de la population. Comme le saut d'index ou l'augmentation des taxes en tous genres. Une étude de Test-Achats montrait qu'un ménage sur trois a du mal à épargner. Cela veut dire en fait qu'ils sont dans la gestion du quotidien. Forcément donc, les mesures qui touchent au portefeuille des gens ont des conséquences. De plus, il y a les scandales dans lesquels ont trempé certains politiciens qui profitent de leur mandat pour s'enrichir personnellement.

En période électorale, on fait de belles promesses mais que reste-t-il au final ? Après les élections, on voit aussi des partis qui prennent toute une série de mesures qui n'étaient pas dans leur programme et pour lesquelles on n'a pas donné de mandat. Je pense que la perte de confiance vient de là. En fait, il n'y a pas de démocratie. Les citoyens sont appelés à voter tous les cinq ans mais on les implique très peu dans la vie politique et dans la société. La perte de sens vient de là aussi. Je pense que les citoyens pourraient donner leur avis sur toutes les questions importantes notamment en écologie, sur les questions d'emploi, sur l'accès à la santé, sur les questions d'enseignement. Depuis longtemps, dès avant le mouvement des gilets jaunes, notre parti a proposé le référendum d'initiative citoyenne.

Je pense qu'il faut le proposer à tous les niveaux. Et cela devrait aussi se faire de manière pro-active de la part des responsables politiques sur toutes les questions de société importantes. Et que ce ne soit pas seulement consultatif. Au niveau local, à Namur, il y a eu une consultation populaire à propos du parc Léopold. Une grande partie de la population était opposée au projet. Pourtant, le projet se fait quand même. Cela contribue aussi à la perte de confiance. On nous demande notre avis et finalement il n'est pas entendu.

— Certains proposent le tirage au sort pour impliquer des citoyens dans les instances de décision, qu'en pensez-vous ?

— La question de tirage au sort, je ne m'avance pas. Mais je trouve que toutes les idées qui visent à donner la parole aux citoyens pour qu'ils contribuent à une décision sont importantes. De manière générale aussi, il faudrait beaucoup plus consulter la société civile. Les associations de terrain connaissent la situation mieux que n'importe quel politicien. Ils sont sur le terrain au jour le jour. On utilise trop peu leur expertise. On a tout à gagner à partir du vécu des gens.

— Au fond, qu'est-ce qui vous motive à vous investir en politique et comment entendez-vous ces questions de sens dans la société ?

— Quand j'étais jeune, j'avais une vision très négative de la politique et des politiciens : ils ne nous représentent pas, ils s'enrichissent sur notre dos, font plein de belles promesses. J'étais aussi moi-même confrontée à cette perte de sens du politique, de la société. J'étais révoltée face à toutes ces inégalités dans le monde et en Belgique. Et je me sentais vraiment

impuissante.

Face à ce monde qui part en vrille qu'est-ce que je pouvais faire ? C'est ainsi que petit à petit, j'ai cherché à m'engager pour ne pas rester seule avec mes questions. J'ai été déléguée dans ma classe pour pouvoir relayer l'avis de mes camarades. Puis, je me suis engagée à la Fédération des étudiants francophones. Je pouvais porter la parole des étudiants à un niveau plus large. L'expérience m'a montré que lorsque l'on s'organise et que l'on se met ensemble, on peut faire bouger les lignes. Dans le mouvement étudiant, j'ai vu comment on a pu faire des actions et des campagnes qui ont porté du fruit. Il faut être des milliers à bouger ensemble pour que cela ait un impact. J'ai repris confiance dans le collectif.

Ensemble, on peut changer radicalement de paradigme dans cette société. Le tout au profit permet aux entreprises d'en faire toujours plus, ce qui a des conséquences sociales désastreuses. J'ai rejoint le PTB qui est pour moi le seul parti qui ose porter la question qui fâche et remettre en question ce système de société néolibérale. Ce système détruit la planète et provoque des crises financières et économiques de plus en plus fortes. Il laisse de plus en plus de gens sur le carreau. Oser penser en dehors du cadre et remettre ce cadre-là en question, c'est ce qui m'a conduit à m'engager dans le partir. Cela a du sens pour moi.

Nous construisons notre programme en fonction des enquêtes que nous faisons sur le terrain. On voit ainsi ce que sont les priorités des gens, pourquoi et sur quoi ils veulent que l'on se positionne. On pense que le changement va partir du terrain, de l'investissement des citoyens, à travers les mouvements sociaux, l'implication dans les associations citoyennes. Je crois au rôle important de la société civile. On aurait tout à gagner à mettre en valeur les compétences et les expertises des associations. Le rôle des médias est important aussi pour faire entendre les avis et les différentes visions de société et pour alimenter le débat. En tant que petite force politique, nous avons peu accès aux médias.

François De Smet – Défi

Ancien directeur de Myria (Centre fédéral migration), philosophe et essayiste, 41 ans, tête de liste fédérale à Bruxelles.

— **On constate ce que l'on appelle une « perte de sens » ou un « déclin des valeurs qui peuvent fonder une coexistence ou un vivre-ensemble ». Comme nouveau candidat, que répondez-vous ?**

— *Il faut d'abord essayer de retisser le contrat social qui est tacite. Primo, l'État est supposé protéger les libertés des citoyens tout en prenant une partie de cette liberté. En gros, nous lui cédonns le droit de nous faire justice nous-mêmes contre sa protection. Secundo, un contrat plus social nous lie. Nous sommes supposés être aidés selon nos besoins et contribuer selon nos moyens. Ces deux principes sont partagés par la plupart des formations politiques. Souvent, en campagne électorale, les divergences se situent selon l'endroit où sont placées la balance ou les limites. Certains doivent-ils contribuer un peu plus que d'autres ou, au contraire, être un peu plus aidés ?*

A cote de cela un pays ou une société, c'est souvent un récit. Une nation cela veut dire une histoire : un endroit où l'on veut aller. Les êtres humains ont besoin de narratif. Ce n'est pas pour rien que des concepts comme « l'historytelling » fonctionnent si bien. On a toujours été accro aux récits de toutes sortes : de l'Illiade et l'Odyssées à Netflix si vous voulez... On a besoin de récits qui créent du sens. Cela ne veut pas dire que ce sont des fictions. On doit entraîner les gens vers un projet.

Je crois que c'est le rôle des partis de trouver une manière de raconter une histoire un peu entraînant, qui fasse sens et qui donne l'impression juste aux citoyens qu'on a un projet qui va les emmener quelque part. Être convaincant, c'est cela : avoir une idée, arriver à dessiner un avenir et montrer que cela a du sens.

— **Quel est le récit dominant actuellement ?**

— *Le récit écologique fait clairement sens aujourd'hui. On nous explique que cela va être la fin du monde, peut-être à raison. Et qu'en tous cas, nous avons un gigantesque défi collectif à relever ensemble. Ce récit actuellement dominant impose un prisme particulier qui invite à envisager tout le reste sous cet angle-là : l'économique, le social, la géopolitique, etc. C'est un récit pertinent qui est en train d'imprégner l'ensemble des formations politiques et c'est très bien. Il n'y a pas de raison qu'il n'y ait que le parti écologiste qui fasse de l'écologie. C'est un récit assez fort et dominant et qui - comme tous les récits - peuvent générer des excès. Il devra sans doute être perfectionné et se confronter aux faits.*

— **Ce n'est pas le seul récit... ?**

— Il existe d'autres récits. Par exemple, le nationalisme fait son retour de manière assez forte. Cette tendance, dite populiste, propose une forme de repli identitaire généralisé. Notamment depuis la crise migratoire qui engendre un discours affirmant que ce n'était pas une bonne idée de promouvoir autant l'ouverture, la mixité, le voyage... Ce récit invite à se barricader, faire des murs comme Donald Trump ou comme les Brexiteurs. Il suppose que le monde est une sorte de grand chaos, un grand Far-West dont il faut se protéger. C'est pour cela que beaucoup de politiques arrivent à vendre l'idée que la bonne voie est celle de construire des murs et de se protéger les uns des autres. Le narratif du repli - et du repli légitime parce que l'on risque de disparaître – c'est un autre grand axe.

Personnellement, je me retrouve dans un autre récit : celui de la justice, du juste milieu lancé par des progressistes, selon lequel l'excès nuit en tout, qu'un juste équilibre est à trouver. Il faut être intransigeant sur les droits fondamentaux. Mais, pour le reste, on doit être à la recherche d'une sorte d'équilibre entre les excès de la mondialisation et ceux du collectivisme. C'est là que se trouve - oserais-je dire ? – le salut, et non pas dans le repli identitaire. Quand on creuse il y a plein de récits à l'œuvre. C'est ce qui fait le charme du combat politique. Vous avez des récits qui s'opposent, avec chacun leurs arguments et qui doivent essayer de convaincre.

— **Ces récits témoignent de la complexité du monde. Ne rend-elle pas les gens plus inquiets ?**

— Il y a toujours eu des récits. À la fin de la guerre froide, on sentait qu'on passait d'un monde à un autre. Tout à coup, quelque chose qui avait du sens a basculé : à savoir une opposition entre deux blocs et qui équilibrait tout. L'actualité internationale était sans doute plus lisible... même si ce n'était pas une époque rêvée pour tout le monde. De ce basculement naît l'impression d'un grand désordre, dont se nourrissent les nationalistes. Il y a toujours eu un besoin de récits et d'idéologies très fortes. Aujourd'hui, nous sommes à un moment charnière : il y a toujours une envie de politique. Des jeunes sont toujours politisés, pas nécessairement idéologisés, mais ils cherchent encore des idéologies... La plupart des idéologies clés sur porte ont un peu vécu : il est difficile de mobiliser autour du récit libéral, du récit social ou social-chrétien. Écolo est au top de la vague, mais peut-être cessera-t-il d'être séduisant un jour...

Dans ce contexte d'inquiétudes, il faut remarquer que la société numérique a tout changé : les flux d'informations passent plus vite. Il est facile de se renseigner sur beaucoup plus de choses. On peut être en confrontation directe avec beaucoup plus d'idées et de gens différents... Et donc, le sentiment d'inquiétude grandit. Au fond précédemment, on n'avait pas conscience à ce point de la diversité du monde, de sa complexité, de sa violence. On ne devait pas se l'approprier car on ne le voyait pas en permanence... Aujourd'hui, on est un peu confronté à des images qui circulent tout le temps, on est un peu moins dans notre bulle et on a peut-être une tendance à vouloir compenser plus facilement et à se tourner vers des

simplismes et des certitudes plus rapidement.

Faut-il dès lors être simplificateur ou pédagogue ? On est obligé de constater que beaucoup de gens qui réussissent en politique ces derniers temps, singulièrement dans le camp populiste ou nationaliste, font de la simplification à outrance. Notamment en utilisant les réseaux sociaux en nous faisant croire - comme Trump - que le monde est simple et qu'il peut être appréhendé en 140 caractères de Twitter.

— Quelles valeurs portez-vous ?

— Face à cette simplification, je crois que le rôle des partis est au contraire de trouver une manière de raconter une histoire entraînante, qui fasse sens et indique aux citoyens qu'ils sont porteurs d'un projet qui les emmène quelque part. Moi dans mon parti, j'essaie de me placer dans cette logique : garder la nuance et la complexité des choses tout en étant percutant et en essayant de convaincre. Et si je devais convaincre sur une valeur essentielle, je dirais la justice. C'est peut-être bateau, mais c'est le grand enjeu du moment : la justice climatique, la justice migratoire, la justice sociale et économique. Je citerais aussi une forme de courage : parce que la vraie justice nécessite du courage. La vraie justice peut parfois nécessiter de trancher, de trouver un axe qui ne tapera pas toujours au milieu, mais qui tiendra compte de divers éléments en présence.

Françoise Laboureur - Écolo

Médecin, sixième candidate fédérale à Namur.

— **De plus en plus de citoyens sont inquiets quant à l'avenir. Ils s'interrogent sur le futur de leur vie et de la société. Le sens du vivre-ensemble bat de l'aile. Comme femme engagée en politique, comment entendez-vous les questions de sens que pose aujourd'hui une partie importante de la population ?**

— *Grâce à mon travail de médecin dans un quartier populaire, je vis tous les jours au contact d'une population qui subit de plein fouet les restrictions, la diminution du pouvoir d'achat mais aussi la pollution urbaine et le mépris social. On en discute dans les relations interpersonnelles puis en réunion au sein de la maison médicale. Nous essayons d'aborder ces problèmes ensemble. Nous sommes face à une population qui souffre beaucoup, de plus en plus de gens dégringolent. On se trouve confronté à des difficultés importantes d'accès aux soins, de prix des médicaments, de listes d'attente pour avoir un rendez-vous chez un spécialiste. Cela me paraissait logique de m'engager pour faire remonter vers le politique tout ce que je constate sur le terrain au quotidien : des gens qui vivent dans des conditions insalubres, dans des maisons mal isolées et mal chauffées, le long de routes polluées où circulent plein de camions. À un moment donné, on a envie que ça bouge.*

— **La politique répond-elle concrètement à ces questions de sens ?**

— *De manière un peu inattendue, j'ai été élue comme conseillère communale à Namur. J'ai donc pu vivre l'expérience de m'impliquer dans un lieu politique où les choses se réfléchissent, se discutent et se décident. C'est une chance qui devrait être donnée à tout le monde. À ce moment-là, on se rend compte que rien n'est simple et que la complexité apporte beaucoup de richesse. Dans les commissions par exemple – des lieux qui ne sont pas très visibles –, le jeu des partis politiques tombe un peu, on porte ensemble des projets. Si on pouvait le faire savoir, on pourrait davantage réconcilier la population avec la chose publique.*

Avec toutes les affaires qui ont défrayé la chronique ces dernières années à tous les niveaux – logement social, Publifin, procurations falsifiées – comment peut-on encore croire que des politiques agissent ainsi pour le bien commun ? Ils vivent dans un monde qui tourne sur lui-même. Je pense qu'il faut réenchanter la politique par une implication beaucoup plus importante des citoyens.

— **Mais comment impliquer des citoyens qui ne croient plus dans le politique ?**

— *Il y a déjà eu des expériences de participation comme le G1000 : avec le soutien de la Fondation pour les générations futures, des citoyens se sont mis autour de la table à la recherche de solutions qui ne sont pas du tout dans une veine populiste ni simpliste. Ils arrivaient justement à partir de la*

complexité pour proposer des réponses en vue du bien commun. Quand on arrive à développer des processus comme celui-là, on retrouve le sens des communs. Autre exemple : le Parlement germanophone vient d'intégrer une partie de citoyens tirés au sort pour participer aux prises de décision à propos de certains thèmes. J'espère que cette initiative portera du fruit. Pour améliorer la participation des citoyens, il y a de nombreuses propositions : le référendum, de la consultation populaire, du tirage au sort de citoyens pour participer à la vie publique. Le fait de tirer des citoyens au sort permet d'avoir un panel de la population diversifié et représentatif de la société. Cela me paraît intéressant que les gens se mettent autour de la table et discutent et qu'ils aient tous les outils à leur disposition pour créer ensemble de vrais projets en vue du bien commun. C'est ainsi que l'on prendrait plus en compte les questions de sens que se pose aujourd'hui la population. Les débats à tous niveaux dans la foulée du mouvement des gilets jaunes sont une amorce. C'est le processus qui est intéressant.

— **L'implication citoyenne ne peut-elle pas se vivre aussi au sein même des mouvements et des partis ?**

— Dans mon parti, la participation est présente à chaque niveau de pouvoir. Par exemple, au niveau communal namurois, les membres d'Écolo qui le veulent participent à des réunions avec nos échevins. De tous âges, d'origines sociales et de cultures différentes, ils peuvent faire part de leurs avis sur les points à l'ordre du jour et les projets de la ville. Cela donne déjà une orientation politique particulière et c'est un exercice de démocratie intéressant. Voici treize ans, j'ai participé à ma première réunion et j'avais déjà le droit de donner mon avis, d'être entendue et de donner des conseils au président du CPAS. La démocratie représentative est en crise mais en même temps il y a là une chance à saisir.

Ce que je constate aujourd'hui, c'est que les questions de sens par rapport à l'avenir sont très présentes et prégnantes chez les gens qui participent aux assemblées. Mais en même temps, on a le sentiment qu'on peut avoir prise sur le réel par le fait qu'on se met ensemble, que l'on discute, que l'on s'engage dans des projets.

— **Il ne suffit donc pas de manifester dans la rue...**

— On perçoit qu'il y a aujourd'hui un mouvement fort dans la population, une parole qui est reprise par les gens qui occupent la rue et les ronds-points. Ils ont le sentiment qu'ils peuvent se faire entendre même s'ils ne sont pas toujours entendus. Mais cela doit se transformer en engagement collectif. Je pense que c'est dans le collectif que l'on trouve l'antidote à la désespérance. Les jeunes qui descendent dans la rue pour le climat sont plutôt favorisés. En tout cas, ils sont déjà conscientisés. En parallèle, il y a les gilets jaunes. Il y a un enjeu important réunir les deux. J'ai le sentiment qu'on essaie de le faire mais je ne suis pas sûr qu'on y arrive.

C'est important, pour les parlementaires, d'avoir un ancrage dans le réel et de se confronter au quotidien, aux personnes qui n'arrivent pas à nouer les deux bouts.

Richard Miller – MR

Député fédéral, 64 ans, deuxième candidat régional à Mons-Borinage.

— De plus en plus de citoyens manifestent leur inquiétude face à leur avenir et celui de la société. Certains parlent même d’effondrement de la civilisation occidentale. D’autres disent que l’on va droit dans le mur si l’on ne change pas radicalement. Comment répondre en politique à cette perte de sens et de confiance ?

— Nous vivons actuellement un moment de crise profonde du politique et de notre société démocratique au sens large du terme. C’est assez généralisé : les craintes face au fonctionnement démocratique habituel s’expriment aujourd’hui en Belgique mais on les retrouve aussi en France et dans beaucoup de pays européens.

Aujourd’hui, beaucoup de concitoyens s’expriment sur le terrain du politique avec une certaine forme de violence, une grande perte de confiance et des attentes multiples qu’il n’est pas toujours facile de définir. C’est le cas parfois des gilets jaunes sur le terrain. Ce qui caractérise le système démocratique, c’est précisément d’essayer de canaliser la violence pour qu’elle se transforme en débat politique, que l’on puisse débattre sans violence, sans se taper dessus. Un débat qui finalement permet de trouver des solutions. Quand on entend les revendications des porte-parole des gilets jaunes, on trouve différentes demandes soit dans le domaine social soit dans le domaine politique. Parfois, il y a des relents de racisme d’antisémitisme et tout se mélange.

— Mais le mouvement des gilets jaunes est le symptôme d’une crise plus profonde...

— On vit encore aujourd’hui avec des conséquences d’une crise financière qui a été très dure et a eu des conséquences très lourdes pour les citoyens. Je constate une espèce de transformation des besoins vitaux. Auparavant, dans le panier de la ménagère, on trouvait des produits de première nécessité. Aujourd’hui, les besoins ont changé. Par exemple, un jeune a besoin du smartphone dernier cri. Il y a un consumérisme qui ne porte plus sur des besoins vitaux. On vit dans un monde où les gens doivent vivre avec l’illusion qu’ils doivent posséder des choses dont on n’a pas besoin. Se crée une espèce d’univers artificiel du bien-être. Et celui qui veut y accéder et qui n’a pas les moyens souffre considérablement. Si cette personne est d’origine étrangère, même née en Belgique, de deuxième ou troisième génération, elle a le sentiment d’être en dehors.

— Comment dès lors les citoyens peuvent-ils donner sens à leur vie aujourd’hui ?

— On peut donner du sens par l’accès à la propriété, le fait de fonder une famille mais aussi par le travail. Au niveau de la construction du sens, je pense que le travail reste un pilier. Mais on ne le perçoit plus de la même

façon parce que beaucoup de choses sont dématérialisées. On travaille avec des ordinateurs. Si l'on va vers l'artisanat et la production de produits locaux, c'est pour retrouver un peu de matérialité. Nous sommes confrontés à une société qui dématérialise les personnes et qui ne tient pas compte de la qualité de vie au travail. Il y a beaucoup de stress et de burn-out parce que l'on doit atteindre un niveau de productivité élevé.

De plus, la cellule familiale a éclaté, les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses. Davantage de personnes sont laissées à elles-mêmes. Les possibilités de faire des choix à la fois sexuels et même identitaires se sont démultipliées.

— Mais d'où vient cette perte de sens selon vous ?

— La grande difficulté du sens du politique vient de ceci. Dans les sociétés antérieures, il y avait un fondement religieux. Avec l'avènement des sociétés modernes et de la Révolution française, il a été mis de côté. Précédemment, la loi avait un fondement religieux ou dans la personne du roi, comme Louis XIV par exemple. Certes, il ne faut pas revenir à ce système théocratique ni à une société absolutiste. Je crois que le libéralisme apporte des bienfaits.

Mais il y a quand même un problème : dans les démocraties libérales, la loi n'a pas d'autre fondement qu'elle-même. Si on vous demande de respecter une loi, c'est parce que c'est une loi. Chacun et chacune sont priés d'y obéir. C'est cela qui me paraît être au cœur de la grande crise politique aujourd'hui. Dans un système théocratique, il y a un acte de foi dans une transcendance divine, que ce soit dans le christianisme ou dans l'islam. Dans un système absolutiste, on pose un acte de foi dans la personne du roi qui peut décider ce qu'il veut.

C'est inacceptable évidemment dans une société démocratique. Mais à la place de ce fondement, il n'y a que l'abstraction de la loi. Elle a été travaillée, rédigée et décidée par des parlementaires et des députés, les constitutionnalistes sont intervenus. Mais au bout du compte, vous pouvez faire ceci et ne pas faire cela simplement parce que c'est la loi. Pour le dire d'une autre façon ce qui manque à la démocratie libérale dans laquelle nous vivons, c'est le sens de la liberté, donner du sens à la liberté, parvenir à fonder ce principe sur lequel sont constitués la société et la liberté de l'individu. L'exemple des gilets jaunes est terrible à cet égard. La liberté individuelle peut se décliner dans tous les sens.

— Après la seconde guerre mondiale, en 1948, les nations membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté une Déclaration universelle des droits de l'homme. Ne constitue-t-elle pas une référence ou un fondement ?

— C'est vrai. Elle constitue une espèce de transcendance mais elle est construite par des humains libres et responsables. Il n'en demeure pas moins que si vous ne croyez pas dans ce fondement-là, il n'y a pas de raison de s'y soumettre. On a pu effectivement considérer pendant plusieurs décennies que cette Déclaration universelle des droits de l'homme constituait le fondement métaphysique de notre société, de nos systèmes législatifs, de

notre droit. Puis tout d'un coup est apparu un premier problème : les Droits de l'homme ne sont-ils pas eurocentrés ? C'est très bien de dire tous les hommes sont égaux comme cela a été dit au moment de la Révolution française. Mais c'est quand même Napoléon qui a rétabli l'esclavage... Les droits de l'homme ne sont-ils pas finalement le sens que s'attribue l'homme blanc, d'âge mûr, bien dans ses papiers. Mais en revanche, si vous êtes une femme, si vous êtes noire et que vous vivez dans une partie de l'Afrique où vous êtes menacée, les Droits de l'homme n'ont aucun sens.

À cela s'ajoutent les questions liées au climat et au rapport à la nature : l'être humain a-t-il le droit de faire ce qu'il veut par rapport à la nature et aux animaux ? Au cours du temps, s'ajoutent des questionnements et des revendications.

Cette question est un sujet passionnant. Elle touche à ce que j'ai toujours ressenti comme une difficulté fondamentale du libéralisme. Il ne repose que sur la liberté. Par définition, la liberté est libre. Si vous la prenez comme fondement du fonctionnement d'une société, il faut savoir qu'elle peut partir dans tous les sens. Comment arriver à développer le bon côté de la liberté ? C'est un véritable casse-tête : si on lui met des limites, du coup, ce n'est plus la liberté et si on la laisse sans limites, elle peut filer vers sa face la plus obscure.

Aujourd'hui, elle est dans la rue. Comment faire comprendre à des personnes qui sont dans un état de dénuement dans les banlieues parisiennes, par exemple, qu'ils doivent se soumettre à la loi ? C'est impossible ! C'est une question de survie. Je ne veux pas dire qu'ils ont entièrement raison. Le seul recours est la violence et la force dont l'état a le monopole pour se protéger. Ce n'est pas simple du tout.

— Les citoyens ne s'expriment pas seulement par la violence, ils veulent s'investir dans le débat public...

— Je trouve que le président français Macron accomplit un travail extraordinaire en essayant d'aller à la rencontre des gens, d'essayer de comprendre, de dialoguer. Là, je lui tire mon chapeau. Il n'y en a pas beaucoup qui auraient le courage, l'audace et l'énergie de le faire. On ne sait pas si l'opération qu'il a mise en place va aboutir mais en tout cas, à mes yeux, c'est une véritable réponse des politiques.

Depuis que je suis engagé en politique, je ressens une lassitude croissante de la classe moyenne. Ce sont des gens qui ont un emploi, qui sont allés à l'école, qui ont une certaine culture, qui peuvent faire vivre leur famille mais qui ont une certaine crainte de l'avenir et qui s'interrogent s'ils vont pouvoir garder leurs revenus. Ils n'ont pas les avantages des riches dont ils ont le sentiment qu'ils ne paient pas d'impôts. Ils ressentent aussi en-dessous d'eux la classe des personnes plus démunies qui bénéficient de tout un ensemble d'aides. Loin de moi de vouloir arrêter ces aides bien sûr ! Mais cette classe moyenne intermédiaire a l'impression d'être le cochon payeur : elle paie une partie des impôts pour les riches et une autre pour les plus pauvres sans travail. Cela ne correspond peut-être pas à la vérité. Mais c'est

un sentiment que je perçois notamment dans le mouvement des gilets jaunes.

Gwenaëlle Grovonius - PS

Députée fédérale, traductrice et diplômée en relations internationales et coopération au développement, 41 ans, deuxième candidate régionale à Namur.

— **De plus en plus de citoyens s'interrogent sur le futur de leur vie et de la société. On constate ce que l'on appelle une « perte de sens » ou le « déclin des valeurs qui peuvent fonder une coexistence ou un vivre-ensemble ». Comme femme engagée en politique, que répondez-vous ?**

— *À priori, j'aurais tendance à dire qu'aujourd'hui, les personnes sont peut-être en manque de repères. Mais, dans le même temps, les jeunes se mobilisent sur les enjeux climatiques. Ils ont apporté du sens à un combat. Dire que la société est en perte de sens, ce serait donc trop court. En tant que femme politique, je ne pense pas que mon rôle soit d'en donner à la vie des gens. Il est plutôt de mettre toute mon énergie, toute mon intelligence, tout mon travail à créer un cadre pour permettre aux personnes de s'outiller et de trouver le sens qu'elles ont envie de donner à leur vie. Je ne pense être celle qui doit dire voilà le sens que vous devez donner. Maintenant c'est sûr que comme politique il y a des valeurs que je défends plus que d'autres.*

— **Quelles sont ces valeurs ?**

— *La solidarité, l'égalité, la justice, la liberté sont des valeurs essentielles dans mon combat et imprègnent mes actions politiques. Beaucoup de gens sont méfiants vis-à-vis des hommes et femmes politiques, y compris ces jeunes qui sont dans la rue aujourd'hui. Je ne pense pas que ce soit par une perte de sens dans la vie. Quelque chose a évolué : il faut des réponses immédiates à tout. Or, quand un problème se pose, il est nécessaire de prendre le temps pour l'examiner, de mettre en présence les différents points de vue et sensibilités, d'en faire la synthèse, de pouvoir générer une proposition qui, justement, fasse sens pour le plus grand nombre.*

On observe une cassure de plus en plus importante entre les riches et les pauvres, même si, en Belgique, la sécurité sociale joue un rôle de filet protecteur. Néanmoins, face à cette précarisation de plus en plus importante, je peux comprendre qu'à un moment donné, de nombreuses personnes soient en perte de repères. Elles se demandent « Comment cette injustice est possible ? », « Pourquoi est-ce que moi, je dois travailler 48 h semaine pour gagner la même chose qu'un autre qui peut se permettre de travailler moins... et qui paie peut-être moins d'impôts que moi ? », « Comment je fais nourrir mes enfants à la fin du mois ? Ce sont des préoccupations que les gens ne devraient pas avoir, et il est là mon rôle de politique. Les préoccupations pour se nourrir, se vêtir ou se loger ne devraient pas exister si l'on veut trouver du sens. C'est inadmissible dans une société riche comme la nôtre. Je peux comprendre que, du coup, toute une série de personnes soient en perte de repères par rapport à cela.

— **Le sens de l'action politique est-il encore compris ?**

— Chacun au quotidien, même parfois sans s'en rendre compte est motivé par une série de choses qui lui tiennent à cœur. Et je suis convaincu que chacun évolue dans sa vie en ayant ce quelque chose... Comme politique, on doit être ceux et celles qui permettent aux personnes de pouvoir s'émanciper dans ce cadre-là. En même temps, je ne suis pas naïve, je sais qu'il y a un vrai défi devant nous, qu'il y a beaucoup d'attentes par rapport aux hommes et femmes politiques. Même si on travaille réellement au service de l'autre, on peut parfois avoir le sentiment d'un décalage par rapport à l'opinion que certaines personnes peuvent avoir de nous. Je ne sais pas comment l'exprimer mieux... Les hommes et les femmes politiques sont aussi des êtres humains avec leurs défauts et leurs qualités. Il est difficile d'accepter que l'on nous mette tous dans le même sac, alors que chacun a une manière différente de fonctionner. Certains sont plus ou moins volontaires, certains ont fait des choses qui sont tout à fait condamnables, certains consacrent plus de temps à leur mandat que d'autres... On ne fait pas toujours la distinction entre les mandats locaux, régionaux, fédéraux, ministres... Parfois, on attend trop d'un conseiller communal : tout le monde comprend-il bien que les conseillers communaux gardent une profession à côté de leur mandat ?

Comme députée fédérale, j'aime recevoir des groupes qui visitent le Parlement, afin de pouvoir leur expliquer le travail parlementaire. J'essaye de répondre à leurs questions et je me rends compte à quel point ils n'imaginent pas ce que revêt ce travail.

— **Dire qu'il n'y a plus de valeurs serait excessif ?**

— Il y a sûrement aussi une attente de résultats plus rapides, mais les enjeux sont nombreux : la sécurité sociale, le climat, l'environnement, l'immigration... Ces sujets ne sont pas faciles à aborder et faire comprendre. Un enfant peut se rendre compte qu'il ne faut pas jeter de déchets en rue par exemple et qu'il faut protéger la planète... Mais, il est plus compliqué de parler de pensions ou de soins de santé. Pourtant ces problématiques socio-économiques restent importantes pour toute une série de personnes. Elles ne sont pas toutes les semaines dans les rues à manifester comme pour le climat... Mais je pense que pour nos aînés, les jeunes qui travaillent, ceux qui ne trouvent pas de travail, les demandeurs d'emplois... ce sont des enjeux éminemment cruciaux. Malheureusement, on sent un délitement ou un effritement de la valeur de solidarité.

Sur l'enjeu climatique, j'ai le sentiment que les jeunes ont raison de pointer que les impacts seront irréversibles et sur le long terme. Et que chaque geste que l'on pose encore aujourd'hui est quelque chose qui contribue à rapprocher cette échéance de bouleversement climatique. Sans idéaliser ce mouvement, on pourrait dire qu'ils font bien le lien entre l'urgence, les gestes quotidiens et le long terme.

Un autre enjeu important, c'est l'immigration. Sous cette législature fédérale, on l'a vu en particulier. Cela a été un des enjeux que l'on a utilisé pour stimuler les peurs les plus immondes. Pour casser et mettre à mal notre

démocratie et notre état de droit. Quand je vois toutes les mesures qui ont été prises : les visites domiciliaires, le refoulement de personnes dans des pays à risque, ...et qui ont en plus alimenté le populisme. C'est un dossier emblématique que l'on doit absolument travailler si on veut permettre de redonner un cadre de vie qui soit respectueux des droits humains que ce soit pour les migrants et pour les personnes qui vivent ici et qui se posent beaucoup de questions sur l'arrivée de ces personnes.

— **Le vivre-ensemble permet de contrer le populisme ?**

— *Il faut favoriser le vivre-ensemble, je suis d'accord. Mais parler de vivre-ensemble est pour moi insuffisant : cette notion est toujours un peu édulcorée, c'est un concept un peu « bisounours »... Il faut oser mettre les mots sur les choses : on doit se situer dans une politique d'accueil humaine, de lutte contre le racisme, contre les discriminations de tous genres. D'accord si, en bout de course, cela nous amène à une forme de bien vivre ensemble. Mais cela passe par des conditions. Quand on parle de vivre ensemble, je trouve que les éléments d'inégalités ne sont pas assez mis en avant .»*

Propos recueillis par Thierry TILQUIN et Stephan GRAWEZ